

La « Révolution agricole » du XIX^e siècle en Mayenne

Composantes et conséquences

Par Christian FERAULT

Par deux articles récents⁽¹⁾ – qu'il est conseillé de lire avant celui-ci – on a montré le triste état de l'agriculture mayennaise à la fin du XVIII^e siècle, cet art étant passé, pendant près de deux siècles, au second rang des préoccupations des paysans d'alors qui avaient trouvé, et leurs familles, des activités nettement plus rémunératrices avec l'« industrie rurale » que représentaient surtout le lin, le chanvre et les toiles ainsi que, beaucoup plus accessoirement, le fer et les forges.

Or la ruine rapide et bientôt totale de l'industrie textile les lançait face à un important dilemme : ou ils modifiaient profondément leurs exploitations, leurs productions et leurs débouchés, bref leur façon de faire et d'agir, ou bien ils disparaissaient en quittant leurs terres et devaient alors louer leurs services dans l'agriculture ou ailleurs. La misère, en tous cas, était là et l'avenir désespéré.

Que de réflexions, d'hésitations, de conflits familiaux et de décisions plus ou moins forcées ont dû être faites, prises et avoir lieu autour de la table familiale et de la cheminée de la pièce de vie !

Au XIX^e siècle, des avancées majeures vont se produire dans bien des domaines, notamment à partir de 1820-1830, appuyées sur des découvertes fondamentales pour l'avenir de l'humanité, un ensemble ayant conduit à un développement économique important, surtout pendant le Second empire.

Ce qui va se passer en Mayenne au niveau de l'agriculture est considérable et c'est pour cette raison que l'on parle de « Révolution agricole » qui aboutira à une nouvelle richesse et à une amélioration importante du niveau et de la manière de vivre du monde agricole.

Comme toute « Révolution », elle est largement multifactorielle et l'on essaiera d'en traiter les éléments selon un ordre qui nous semble être celui de leur importance, tout en sachant, bien entendu, que c'est le mélange harmonieux des composantes qui aura tant fait avancer les choses.

On ne reviendra pas sur la situation telle qu'elle se présentait à la fin du XVIII^e siècle puisqu'il est aisé de la retrouver dans les articles cités et quelques autres que l'on peut obtenir sur le site indiqué (notamment ceux relatifs aux landes).

Certains facteurs extérieurs à l'agriculture seront présentés en premier car ils ont eu un effet considérable d'entraînement général : les transformations des voies de communication avec les routes et chemins, la canalisation de la Mayenne puis l'arrivée et le grand développement du chemin de fer, transformant les débouchés potentiels et les mentalités.

⁽¹⁾

- Lignièrès, le lin et l'industrie textile dans le Bas-Maine. Quelques regards.
Avril 2020, 5 p., lignieres-orgeres.fr

- L'industrie de la pierre et surtout du fer dans le Bas-Maine jusqu'au XVIII^e siècle. Brève présentation et aspects de la situation à Lignièrès-la-Doucèlle et à Orgères.
Avril 2020, 4 p., lignieres-orgeres.fr

1. Voies et moyens de communication

Le département, pays pourtant de transition, était, jusqu'aux premières décennies du XIX^e siècle, fermé sur l'extérieur par absence de communications aisées, d'où une vie très repliée sur soi, mises à part les quelques ouvertures liées au service armé et à la vente de bétail maigre en Normandie, et bien entendu avant ce qui avait été associé au textile et au fer.

A ce niveau, il y a deux périodes : avant et après l'arrivée du chemin de fer.

Chemins et routes

La loi du 21 mai 1826 distingue les routes de grande circulation, les chemins d'intérêt commun et les voies vicinales ordinaires. Ce classement est assorti d'un plan ambitieux de travaux qui s'accompagnent de suppression de chemins inutiles rendus à l'agriculture. Entre 1836 et 1856, la Mayenne perdra ainsi 850 km (sur 4 000 environ), mais au bénéfice d'améliorations nettes de l'existant, si l'on fait abstraction des chemins d'accès aux fermes qui demeureront très longtemps en mauvais état...

Par ailleurs, la création de « routes stratégiques » – prise après 1830 suite aux troubles observés en Mayenne après l'essai de soulèvement par la duchesse de Berry –, selon une loi de 1833, aboutit à 18 voies pour un total de 366 km. Ce terme, un peu pompeux, consistait en la création de voies rurales permettant à la troupe de se déplacer « au cas où ». Citons, entre autres, celles d'Ernée à Vitré et de Bais à Cossé-le-Vivien mais pas la future nationale 12, alors améliorée.

Ces travaux eurent une conséquence importante pour notre sujet : « *Le développement de l'industrie de la chaux a été singulièrement favorisé par les chemins de grande circulation et les routes stratégiques* » (JAMET, 1847). A tel point qu'il est noté un peu plus tard, que ces convois dégradent, par leur poids, ce qui a été restauré et modernisé.

Canalisation de la Mayenne

Trois difficultés existaient à ce niveau : la rivière était un cul-de-sac au Nord, elle débouchait sur une Loire inférieure difficilement navigable et, bien que des travaux aient été effectués depuis le XV^e siècle (chaussées sur la rivière puis portes marinières), son usage était limité à la moitié de l'année en raison des crues et des étiages. Le trafic lent et interrompu fréquemment consistait en vins divers, ardoises d'Angers, tuf de Saumur, avec au retour du fer, du verre et des merrains, voire des grains selon l'importance de la récolte de l'année.

A l'Est, tout passait par la Sarthe, Sablé étant considéré comme « *l'entrepôt du Bas-Maine à cause de son port* » (MUSSET, 1917).

Et en amont de Laval, la Mayenne n'était toujours pas navigable en dépit de vieux projets remontant à MAZARIN !

La grande œuvre du XIX^e siècle sera de la canaliser avec des barrages éclusés. Un grand pas avec une navigabilité jusqu'à Brives, à 3 km au Nord de Mayenne ! Ce qui représentera un énorme intérêt et pour transporter la chaux et pour rendre le commerce local plus aisé et moins coûteux.

Chemin de fer

En 1856-1857, la « grande ligne » de Paris à Rennes par Laval est fonctionnelle ! C'est un cataclysme positif pour la Mayenne, essentiel à son ouverture, la fin de son isolement, son commerce et la perspective immédiate de nouveaux débouchés. Trois ans plus tard est mis en route à partir de La Chapelle-Anthenaise, l'embranchement vers Mayenne, fonctionnel seulement en 1874.

Des relations substantielles sont ainsi établies avec la Région parisienne et la Bretagne. Les éleveurs se détournent pour partie des débouchés traditionnels bas-normands et le commerce des grains s'élargit *de facto*, accroissant la sécurité alimentaire, tandis que les prix peuvent enfin s'écarter du seul marché local. Après 1847, il n'y aura plus de disette dans le département.

Après 1867, ce sont les voies secondaires qui sont mises en route et quadrillent rapidement le département. MUSSET (1917) s'est d'ailleurs livré à l'établissement d'une carte présentant les courbes d'égale distance à une gare de marchandises : nulle part d'éloignement n'atteint 15 km. Certes, des gares sont à plus de 10 km comme celle de Bais.

Au Nord-Est, la ligne Mayenne vers Pré-en-Pail et Couterne est ouverte en 1881, de même que le prolongement en direction d'Argentan. De la première, on atteint aussi Alençon [voie très récemment déferrée]...

Et les personnes et les marchandises, dont les produits agricoles, peuvent enfin circuler aisément en partant ou arrivant à proximité. Tout ce résultat a été obtenu en peu d'années !

Signalons que les lignes à voie étroite ont eu une faible présence en Mayenne, sauf vers Landivy et Saint-Jean-sur-Erve, l'inverse étant observé dans la Sarthe et dans l'Orne (p. e. voie métrique Argentan-Carrouges).

Que de relations avec l'extérieur obtenues en quelques dizaines d'années ! Le monde mayennais disposait enfin d'une panoplie de possibilités...

2. Amendements et engrais

Pendant des siècles et plus, les fermes mayennaises avaient toujours été « à la limite » en matière de fertilisation des terres, la base en étant le fumier récupéré en quantité insuffisante, à la composition reflétant la nourriture déficiente des animaux avec une bonne fraction des déjections réparties sur les jachères, les landes et les bois, leurs lieux de séjour fréquents en liberté, au piquet ou surveillés.

Au début du XIX^e siècle, une véritable révolution va se produire avec le chaulage, le calcium étant en quantité fort insuffisante dans la majeure partie des sols du Bas-Maine. Il s'ensuivra une production fortement accrue, des quantités de fumier en nette hausse et partant des apports plus conséquents et réguliers.

Le CHAULAGE

On vient d'employer à dessein des majuscules car s'il y avait un facteur à privilégier parmi beaucoup, ce serait celui-là.

La pratique n'est pas nouvelle et l'on parlera très tôt des « *chaussumiers* » préposés à la chose. Sont cités, dès le XIV^e siècle, des fours à La Cropte, puis un nombre croissant du XVI^e au XVIII^e siècle (BOUCHARD, 1896). Les produits étaient cependant d'abord destinés à l'usage en construction et aux besoins des forges. Et il fallait déjà utiliser beaucoup de bois d'où une certaine disette en cette matière.

Or la Mayenne disposait de gisements importants de charbon de terre : en lisière Est dans des terrains secondaires et surtout en son centre avec des couches cambriennes et carbonifériennes.

L'utilisation de la chaux comme amendement était courante en Anjou au XVIII^e. On savait aussi son effet néfaste sur les plantes calcifuges des landes. Mais une question importante se posait, celle de son transport vues les quantités à apporter pour qu'il y ait effet.

Des « praticiens instruits » l'ont utilisée dès les années 1810-1815 dans le Craonnais puis aux environs de Château-Gontier. La demande est là et la production répond en abaissant ses coûts... d'autant que les mines d'anthracite et la houille de Saint-Pierre-la-Cour, en partie centrale, font heureusement disparaître la dépendance au bois pour chauffer les fours.

Toutefois, on ne pouvait guère avancer sans voies capables de supporter les lourds charriots, ce qui fut fait, comme on l'a vu précédemment, entre 1836 et 1856. Citons une Enquête sur les engrais industriels de 1865 (Ministère) : « ... *les routes nous ont donné la chaux, elles ont permis l'accès des engrais et le transport des produits* ». La formule renvoie bien aux difficultés considérées comme insurmontables auparavant.

Dans les parties Sud et centrale, l'emploi se généralise dès 1840, avec un apport chaque trois ans. Au Nord, c'est plus long : les gisements sont éloignés et...le chemin de fer n'est pas encore là mais la canalisation de la Mayenne facilite les échanges qui croissent autour des années 1850 à 1860, avec diffusion à partir des lieux de dépôt. La progression sera variable selon les zones, les motivations et la volonté d'aboutir. La région de Landivy restera, par exemple, en retard. Vers 1862, plus de 140 000 ha sont chaulés et quinze ans plus tard, ce sera à peu près tout le Bas-Maine, entraînant une transformation très sensible de son agriculture.

Avec aussi des abus dans les apports : au début, les rendements croissent très vite – on parle de 40 hl/ha en blé ! – associés à la meilleure disponibilité de l'acide phosphorique facilitée par la décomposition accrue de la matière organique. D'où le dicton célèbre, mais excessif : « *La chaux enrichit le père et ruine les enfants* ».

La publicité des chauffourniers dans les années 1880, citée par ARDOUIN-DUMAZET (1910) est une réponse à l'abaissement des doses (vers 15 à 25 hl/ha) et à l'espacement des apports (autour de 10 ans). Le bon sens paysan l'aura emporté !

Engrais

Il y a peu à dire à ce niveau, car on a déjà signalé l'accroissement de la quantité de fumier produite par des animaux mieux nourris et qui vont être, au cours des décennies, fortement sélectionnés. D'où des apports en augmentation. Il faut toutefois tempérer ce point positif par l'accroissement des surfaces concernées en raison de la réduction des jachères ainsi que de leur durée.

En matière d'engrais dit « chimiques », les références sont peu nombreuses et précises. On sait qu'ils étaient faiblement utilisés, surtout dans la partie Nord du département. Il faudra attendre longtemps pour que leur usage se répande...

3. Augmentation des surfaces cultivées

Quatre aspects sont à mentionner.

Au niveau des **bois**, on sait que les défrichements des époques précédentes avaient considérablement réduit les espaces dédiés avec de l'ordre de 5,6% seulement du département au XIX^e siècle. Si on regarde les données au cours de ce siècle, on se situe entre 30 000 ha environ en 1833 et près de 29 000 en 1882 : il y a eu très peu de déboisements, comme d'ailleurs de boisements. L'essentiel demeure sur les crêtes gréseuses, de toute façon inutilisables. Cultiver d'anciennes surfaces plantées s'est donc fait à la marge.

Les **landes**, déjà traitées par ailleurs, occupent de 20 à 24 000 ha sur la période étudiée, mais il semble que les statistiques disponibles soient faussées car la distinction entre jachère de longue durée et lande n'était pas facile. On peut raisonnablement penser que les « vraies landes » étaient nettement plus importantes au détriment des premières. Toujours est-il que l'on sait qu'entre 1862 et 1892, près de 10 000 ha ont été livrés à la culture ou au pâturage, souvent successivement, soit une division par un facteur deux. A cette dernière année, il en restait environ 12 800 ha, soit 2,5% du département, là aussi sur les crêtes, avec par exemple, 700 ha à Hardanges.

L'évolution principale provient de la réduction des **jachères**. Cette opération s'est faite sous deux formes complémentaires : la réduction de la surface et la diminution de la durée en cet état qui pouvait atteindre jusqu'à 10 à 12 années !

Les agriculteurs les plus en avance, surtout au Sud et dans le pays de Laval, iront jusqu'à leur suppression. Les données chiffrées sont impressionnantes : de 157 697 ha en 1841, on arrive à 23 607 en 1892 (MUSSET, 1917) soit une réduction d'un facteur proche de sept.

Une autre composante de l'évolution est celle des **terrains communaux** ou « communaux », tant décriés – mais pas par tous – à la Révolution par le biais des *Cahiers de doléances*. Au cours du siècle, leur disparition est presque totale par partage, aliénation ou attribution contre redevance. Les

conséquences seront graves pour les plus pauvres, pires pour les « *logistes* » et moindres pour les « *gros herbagers* ». Ce sera aussi une des causes de la réduction conséquente de l'élevage ovin.

Au total, les terres « cultivées » croîtront, par exemple de 7% entre 1839 et 1862 et plus après. Autour de 1870, tout ce qui est cultivable est cultivé.

Restent les terres véritablement impropres, très pierreuses, mal exposées, enclavées... qui finiront boisées, les plus souvent en résineux, après avoir subi les dommages et répondu aux besoins des trois guerres, en fait à partir concrètement des années 1950 seulement sous l'égide et avec l'aide du Fonds forestier national (FFN).

4. Moyens de traction et machines agricoles

On le sait, les bœufs – les vaches pour les plus pauvres – ont été pendant des siècles, et de loin, les principaux moyens de traction. Avec le XIX^e siècle, une contrainte naturelle est imposée aux paysans, celle de transporter sur des distances pouvant être importantes les lourdes quantités de chaux nécessaires aux terres. C'est ce qui provoqua le remplacement des premiers par les chevaux, d'une part plus forts, d'autre part beaucoup plus rapides et d'une conduite aisée et plus agréable après dressage.

Dans son *Cours d'agriculture théorique et pratique de 1846*, JAMET en parle ainsi : « ...*du four à la terre [...] Presque toutes nos fermes ont des attelages de chevaux pour faire les charrois nécessités par le chaulage* » ... mais aussi pour tirer la charrue.

Là également, il a fallu se contenter pendant des siècles de l'araire, un outil qui scarifie mais ne retourne pas la terre, entraînant un bien médiocre travail. Pendant tout le XIX^e siècle, un grand nombre de modèles de charrue vont être mis au point, avec des pièces en métal résistantes et permettant d'opérer profondément, jusqu'au brabant double, tout de fonte et d'acier, retournable en bout de raie et maniable par une seule personne. On en aperçoit encore, remisés, dans nos exploitations...

Vers 1870, l'usage de la charrue métallique tirée par un ou plusieurs chevaux selon les terres sera commun.

Et puis, il y a tout le reste qui apparaît : les houes à cheval, les semoirs en ligne, les faucheuses, les moteurs agricoles, les batteuses à vapeur..., un ensemble qui va vraiment transformer la vie et faire évoluer en bien les contraintes des paysans.

Grâce à ses ouvertures nouvelles, le département se classera très bien en fin de siècle pour l'achat ou au moins l'usage de ces engins *coûteux* mais si utiles, et ce, même si la question des disponibilités financières des agriculteurs a toujours été prégnante.

On peut noter au passage que la spécialisation de l'élevage bovin pour la production de viande sera une conséquence de ce qui précède et non, comme on le pense parfois, une cause.

5. Evolution des productions végétales

Jusqu'aux premières décennies de ce siècle, l'agriculture avait pour premier objectif de nourrir l'Homme, et plus ou moins bien selon les récoltes.

Avec cette « *Révolution* », dont les éléments se mettent en place et s'organisent entre eux, la priorité passe à celle des animaux et disons-le aux bovins.

La réduction progressive des espaces en jachère offre en effet de grandes possibilités de production, inimaginables au temps du lin et du chanvre, pas si lointain pourtant.

L'assolement triennal est maintenu avec une première sole réservée au blé, les deux autres portant de l'orge, de l'avoine, du sarrasin ou du méteil, des plantes fourragères fort diverses et des pommes de terre. L'accroissement des rendements en raison du chaulage et de l'apport accru de fumiers est là qui permet des variations dans les proportions de céréales et de grands progrès avec les prairies artificielles et les autres plantes destinées aux animaux.

En matière de céréales, les rendements augmentent en moyenne de l'ordre de 50% puis se stabilisent, mais l'écart obtenu est énorme et la nourriture de la famille s'en ressent.

Les superficies dédiées augmentent un peu : 1815 : 35% des cultures, 1892 : 43%, mais ce qui change, c'est la répartition : le seigle disparaît ou presque, le blé et le méteil occupent la moitié des surfaces, l'orge augmente fortement – d'un facteur 20 – en seconde moitié afin de répondre à des contrats extérieurs, l'avoine correspond aux besoins des attelages et de l'élevage, tandis que le sarrasin régresse lentement car son usage et son goût sont très appréciés des familles. Par ailleurs, ne serait-ce que pour la fumure, les céréales ne constituent plus la priorité.

Les plantes fourragères et les prairies se situent en effet maintenant au centre des attentions.

Betteraves fourragères, choux divers si typiques des paysages d'automne, carottes, navets... sont largement cultivés, souvent dans des parcelles où ils se trouvent mélangés.

Les prairies artificielles triplent de surface entre 1838 et 1912 pour dépasser 60 000 ha. Quant aux prairies naturelles, elles doublent sur la même période jusqu'à dépasser 100 000 ha. Les *herbages ou labours couchés en herbe*, restent, eux, beaucoup moins nombreux qu'en Normandie.

La pomme de terre, apparue tard en Mayenne, se répand à partir de 1825 ; elle tient une grande place dans les assolements et elle est largement distribuée aux animaux. On en comptera plus de 14 000 ha en 1912.

Au total, l'ensemble des « cultures » progresse rapidement mais sous une orientation animale marquée. Comme on le constatera vraiment en fin de siècle, le Bas-Maine, pauvre et isolé de jadis, sera devenu une riche région d'élevage.

Restent, en matière végétale, à évoquer deux plantes pérennes : la vigne et le pommier.

Le vignoble du Bas-Maine avait à peu près disparu au début du XIX^e siècle. A l'époque, sa « limite septentrionale » allait de Condé à Segré, en remontant la vallée de la Mayenne jusqu'à Entrammes. Il en restait un peu sur des pentes de l'Erve à Ballée et surtout à Saint-Denis-d'Anjou – 12% des terres en 1811 – bien avant les atteintes du phylloxera. Et on sait aujourd'hui ce qu'il en est advenu des « limites » avec les évolutions climatiques !

Quant au pommier, arbre emblématique de la Normandie si voisine, on en planta beaucoup, sur des surfaces accrues, en profitant de l'enclosure des terres. Il est fréquent sur la plupart des surfaces enherbées et dans les haies. En revanche, les véritables vergers sont rares. Les récoltes sont très variables selon les années, mais les habitudes de consommation sont vite prises : cidre et eau-de-vie deviennent d'usage courant. Des « contrats » de domestiques à l'année sont cités qui contiennent une clause de 10 à 12 litres de cidre au quotidien ! C'est aussi le début de ravages de l'alcoolisme associé. En fonction des productions, il y a ou non exportations ou importations vers ou à partir des régions voisines comme la Bretagne. Il est raconté que les années fastes les pommes *payent le loyer*.

6. Evolution de l'ELEVAGE

A ce niveau également, les majuscules sont de rigueur, au moins pour les bovins.

Voyons d'abord ce qu'il advient des autres espèces.

En liaison avec les besoins de traction, le nombre de chevaux augmente d'où beaucoup de poulains. Les femelles sont conservées pour le remplacement et l'accroissement des nécessités, et les mâles vendus, le plus souvent à l'Ouest.

Les porcs deviennent également plus nombreux : on atteint l'effectif de 16 au km² en 1852 !, et leur qualité est améliorée à partir de ceux de petite taille, souvent présents sur les jachères et les landes. La race Craonnaise s'étend, avec ses animaux de fort gabarit et mieux nourris. Sinon, demeure le cochon dans sa loge, sacrifié aux besoins de la famille selon un rituel immuable...

L'élevage **ovin** est fortement réduit – division des effectifs par trois entre 1838 et 1912 – et devient sans objet véritable depuis le déclin des terres vaines et landes sur lesquelles les animaux étaient cantonnés.

Il en va de même pour les **chèvres**, par suite de la réduction des landes et des *logistes* s'y trouvant, ainsi que du nombre de très petites tenures.

Venons-en aux **BOVINS** qui justifient les majuscules génériques de cette partie.

Leur nombre s'accroît, d'un tiers selon les mêmes bornes, leur utilisation change avec la disparition progressive des animaux de travail, et avant tout, la race utilisée « *Mancelle* » fait l'objet d'une amélioration de grande ampleur, constituant un aboutissement majeur de la « *Révolution agricole* » en marche.

De quoi s'agit-il ?

La race dite « *Mancelle* » manquait totalement d'homogénéité, issue, en plus ou moins importante quantité selon les régions, de croisements avec les Normandes (au Nord et à l'Est), les Bretonnes (à l'Ouest) et les Parthenaises en région angevine, avec un résultat adapté à une agriculture pauvre et à une médiocre nourriture, mais formant des animaux rustiques. Les vaches mancelles étaient d'ailleurs appelées « *vaches du pauvre* », ce qui en disait long, d'autant qu'elles donnaient peu de lait et étaient insuffisantes pour le travail qu'on leur demandait d'exécuter. Ces animaux étaient de petite taille mais présentaient une bonne aptitude à l'engraissement, d'où le débouché auprès des herbagers normands.

La transformation va avoir lieu par des croisements avec du sang Durham. Cette race, créée en Angleterre au XVIII^e siècle, encore appelée « *race courtes-cornes améliorée* », a été obtenue dans le comté éponyme ; elle est uniquement spécialisée dans la production de viande, présente une forme massive la rendant inapte au travail et ses performances laitières sont faibles.

C'est vers 1825, d'abord dans la partie méridionale, que des propriétaires éclairés et avisés, appuyés sur leurs métayers, que des importations ont lieu, portant sur des taureaux. Les écoles d'agriculture et les comices facilitent l'extension des croisements mâles Durham x vaches Mancelle et en peu d'années, c'est la réussite avec prix régionaux et nationaux. Les poids augmentent, la valeur également : on cite entre 1841 et 1852 une hausse d'un tiers et les années suivantes de 50%. Les croisements continus réduisent à peu l'ancienne race Mancelle.

Avec emphase, LA MORVONNAIS déclare en 1874 : « *Favorisés par le sol et les ressources fourragères, l'Anjou et la Mayenne sont aujourd'hui en France les comtés de Durham et d'Hereford* » [autre origine].

Ce résultat aux effets considérables, spécialise le département depuis l'élève jusqu'à l'engraissement et aboutit à une séparation nette dans les fermes entre animaux de rente et animaux de travail.

Une conséquence est la faiblesse alors de l'industrie laitière, sauf des ventes d'opportunité de lait, de crème et de beurre qui dureront longtemps dans le Nord.

De ce point de vue, le département se distingue nettement, comme le Perche, de la Normandie et de la Bretagne avec leurs industries laitières prospères.

7. Les débouchés (hors locaux ou de proximité)

Jusqu'à la moitié du XIX^e siècle, les **produits végétaux** servaient essentiellement à la nourriture de la famille et des ruraux non producteurs. Il y avait un certain équilibre entre récolte et consommation, dans la mesure où les variations interannuelles le permettaient.

Avec le chaulage et l'évolution des pratiques, les rendements augmentent – on l'a vu – et les paysans se contentent de consommer les céréales pauvres pour lesquelles il y a déjà peu d'échanges sauf avec la Bretagne voisine en cas de nécessité, dans un sens ou dans l'autre. Le blé, parfois le méteil, est, lui, vendu en Sarthe, Maine-et-Loire ou Bretagne dont les besoins sont fréquents. Cette vente se fait dès la récolte pour se procurer du numéraire face aux fermages à venir et à l'achat d'autres bêtes, une

opération devenue la priorité voire l'obsession, alors que les capitaux disponibles demeurent faibles, un trait commun à tout le département.

Quant à l'orge de brasserie, réputée, elle part pour le Nord ou la Belgique.

Au total, des débouchés à peu près assurés permettant d'augmenter la trésorerie comme on dirait aujourd'hui.

C'est le **commerce des bestiaux** qui tient la place essentielle, et de loin.

Le débouché principal demeure, pour les animaux de trois ou quatre ans, de 300 kg, celui des engraisseurs, d'abord normands puis, grâce aux progrès des transports, de Picardie, du Poitou, de la Vendée mais aussi de Belgique. Les ventes ont lieu en début d'année sur les marchés de Bais, Craon, Evron et Mayenne.

Mais à la moitié du siècle, la demande augmente, les prix aussi – en 25 ans, un bœuf gras voit sa valeur doubler. Quelle répercussion au niveau d'un troupeau !

Cependant, nos éleveurs mayennais, estimant que leurs voisins normands en prenaient trop pour eux, se tournent vers les grands marchés d'approvisionnement parisiens, aidés de façon déterminante par la commodité et les prix offerts par le chemin de fer : on passe de 1 000 animaux par an à 7 000 vers 1870 et 12 ou 13 000 autour de 1910 (MUSSET, 1917).

Une révolution aux retombées sonnantes et trébuchantes malgré les intermédiaires.

Pour les autres espèces, c'est assez marginal, mais on peut citer les porcs gras expédiés vers les marchés périphériques à Paris et les poulains vendus après sevrage dans le Perche ou en Beauce.

Oui, la vie a vraiment changé !

8. Propriétaires, fermiers et métayers

Si cet aspect apparaît en dernier, c'est tout simplement qu'il n'a pas joué de rôle capital dans cette « *Révolution agricole* ». Il serait néanmoins peu juste de ne pas dire ce que cet ensemble aura représenté et comme évolutions et en tant que conséquences.

Au niveau des **propriétaires**, les nobles, ainsi que des bourgeois enrichis par le textile, qui disposaient, surtout dans le Sud et le centre, de grands domaines assortis souvent d'un château, étaient peu présents sur place, sauf l'été, menant à Paris une vie de cour sous la Restauration, avec des engagements politiques ou non. Surviennent 1830 puis 1848 et 1852 et la situation change avec un désengagement pour des raisons qui ont évolué : légitimistes, orléanistes, personnes hostiles à l'Empire..., et le retour se fait pour beaucoup, et à demeure, en Mayenne.

Or, un certain nombre d'entre eux, sans occupation véritable, sont intéressés par les choses de l'agronomie, lisent, consultent, expérimentent et encouragent...

Une partie du Bas-Maine – pour faire simple, tout sauf la frange Nord, mais principalement le Sud au contact de l'Anjou – a constitué un « *îlot de métayage* » dans un environnement de faire-valoir direct et de fermage. Dans ces années, le métayage jouit d'une nouvelle dynamique « coopératrice » basée sur la double volonté des propriétaires et des métayers d'aboutir. TOURDONNET, en 1879-1880, énoncera : « *Les métayers s'y sont prêtés grandement... tandis que les fermiers opposaient d'insurmontables résistances* ».

Les données statistiques sont déficientes à ce niveau. On relève tôt dans le siècle, par exemple, 62 propriétaires pour 100 « cotes foncières ». Il y a donc dispersion. Sur le département, le pays est de moyenne propriété, mais avec une part importante de grandes, en faisant un pays de « *conservation économique* ». Ces dernières se trouvent au centre et surtout au Sud, avec des domaines de 3 à 500 ha, dont l'exploitation est segmentée entre plusieurs métayers voire fermiers. La petite ou très petite propriété règne au Nord-Est, notamment dans les cantons de Couptrain et de Pré-en-Pail, ainsi qu'au

Sud-Est au voisinage de l'Anjou et dans les zones de vignoble. Au Nord-Ouest et à l'Ouest, les domaines sont nettement plus étendus.

En bref, il n'y a pas eu beaucoup d'évolutions à ce niveau. Notons que c'est du voisinage de l'Anjou que vient la dynamique.

Qu'en est-il pour les exploitations ?

On note tout d'abord l'absence de grandes et une dominance de celles de 10 à 20 ha, avec une répartition régionale comparable à ce qui précède.

Dans le langage courant, les grandes sont curieusement appelées *métairies*, les moyennes borderies ou closeries et les petites *terres volantes* car non attachées à un corps de ferme. Les très petites sont rares sauf à proximité immédiate de la Normandie.

Les *métairies* sont exploitées par la famille et des domestiques présents à l'année, les journaliers étant rares. Les closeries, le plus souvent autour de 10 ha, disposent d'une force de traction rudimentaire, constituée de vaches mancelles. Quant aux plus petites, les borderies, elles sont diversifiées en produits tels que le lait, le beurre et les légumes vendus alentour. Remarquons que le terme *bordage* regroupe ces deux catégories.

Avec la « *Révolution agricole* », comprenant les défrichements de landes et la limitation des jachères, ces exploitations agrandissent leur surface utilisée... ou disparaissent au bénéfice de plus grandes ou de volontés. Cheptel et animaux de trait progressent.

Restent les *terres volantes*, petites parcelles sans habitation, souvent de complément d'activité et de revenus à des artisans, des ouvriers ou des domestiques, transmises au fil des générations et fréquemment « guettées » par des voisins acquéreurs.

Et les exploitants ?

Trois particularités les caractérisent : peu de propriétaires cultivent eux-mêmes, le métayage est important au Sud et au centre et la main-d'œuvre non permanente est rare, on fait donc avec.

Vers la fin du siècle, en 1892, les exploitants en faire-valoir direct représentent un petit tiers du total, mais seulement 18% des surfaces. La plupart correspondent à des « closiers ».

Sur les grandes, les exploitants sont soit des métayers, soit des maître-valets ou des régisseurs, agissant au nom du propriétaire qui se réserve quelque surface autour de sa demeure pour ses loisirs, ses réceptions voire ses expérimentations.

Cette survivance du passé « *à moitié-fruits* » surprendra Arthur YOUNG, venu dans le Sud-Est du Bas-Maine à la fin du XVIII^e siècle, qui l'estime très supérieure à ce qu'elle est. Ce fut une longue histoire... Dans ses « *Etudes et souvenirs* », FALLOUX, en 1855, évoque encore « *La présence continue du propriétaire à la portée du métayer* ».

Au-delà des aspects de dépendance, il est certain que le métayage bien conduit aura sérieusement participé à l'avancée de la « *Révolution agricole* » grâce au dynamisme de ses acteurs. Néanmoins, sa réduction se poursuit : ainsi entre 1851 et 1892, on passe de 59 métayers pour 100 fermiers à 33. C'est beaucoup en une quarantaine d'années.

Durant tout le XIX^e siècle, il y aura transformation du métayage en fermage dès que les exploitants auront réussi à économiser suffisamment pour acheter le nécessaire.

Point capital : la société agricole mayennaise conserve sa physionomie patriarcale avec des fermes basées sur la famille et quelques personnes extérieures, hommes et femmes, souvent attachées pour leur vie entière.

Signalons deux autres aspects associés aux exploitations : la taille des parcelles et la question des haies.

Le morcellement des terres demeure très grand, même s'il a été sérieusement réduit depuis l'Ancien régime. En 1841, le département compte plus de 900 000 parcelles pour une contenance moyenne d'un peu plus de 41 ares. Quarante ans après, le progrès est sensible avec 55 a, mais la situation sera un grand frein ensuite à la moto-mécanisation, d'où les opérations d'échanges amiables puis de remembrement... pas mal de décennies plus tard !

Quant aux haies vives formant le bocage, avec leurs trognes, fossés, talus, plessages très normés, taillées tous les six ans en moyenne, elles servaient bien évidemment à enfermer les bestiaux sans gardiennage ni piquet, retenaient la terre et facilitaient l'assainissement, empêchaient la vaine pâture et fournissaient des bois de charpente et de chauffage.

Elles avaient également de bien mauvaises conséquences : ombrage excessif, venue difficile des *grains*, herbe grêle, temps de travail et de détours...

Même si, au XIX^e, « *Les chouans ne reconnaîtraient plus leur pays [...], l'aspect de la région [est] à demi-forestier, difficile d'accès et malaisée à parcourir, de bocage en un mot* » (MUSSET, 1917).

Et il faudra beaucoup de temps pour que la situation évolue afin de rendre l'exploitation plus aisée et rentable...

9. Qu'aura finalement apporté cette « Révolution agricole » ?

En agrégeant un grand nombre d'initiatives, en faisant preuve de patience et de persévérance dans l'effort, le paysan mayennais a remporté une **victoire remarquable** sur l'incurie des siècles passés. Il y a été aidé par les découvertes et les progrès de la société dans son ensemble.

Avant cette période, la plupart des exploitants vivaient de façon misérable avec l'inquiétude permanente des lendemains : les habitations étaient basses, mal-aérées, souvent insalubres, disposant de peu d'ouvertures et les locaux destinés aux animaux y faisaient suite, souvent mêlés. Quant aux domestiques, ils trouvaient refuge dans les étables et greniers. La nourriture était limite, faite de potages, de légumes, de bouillies de sarrasin et d'un peu de porc, surtout du lard. Toute la famille était à la merci de mauvaises récoltes. La vie, de labeur et de renoncements, se trouvait fortement calée sur le foyer et la religion.

La « Révolution agricole » du XIX^e siècle aura beaucoup changé la vie matérielle de ce monde, mais pas sa vie sociale.

On est néanmoins passé en peu de décennies de la misère à un certain bien-être : les habitations ont été améliorées, avec plus d'ouvertures, un sol souvent carrelé et l'apparition de règles d'hygiène élémentaires ont facilité la vie et fait baisser la mortalité infantile catastrophique. La proportion des céréales riches a crû dans l'alimentation et le pain a été mieux élaboré et rendu plus digeste. Sur la table, il y eut progressivement plus de viande de porc, de volailles, d'œufs et de légumes variés et même de la viande dite « de boucherie », au moins certains dimanches et les jours de fête. Au lieu de l'eau, cidre ou poiré sont devenus la boisson quotidienne. Les domestiques en ont aussi profité.

Avec la forte augmentation de la valeur des troupeaux, les terres sont devenues plus rares à la vente ou à la location et leur prix a aussi progressé.

Toutefois, et c'est un trait caractéristique du Bas-Maine puis de la Mayenne, les agriculteurs ont en permanence manqué de capitaux pour « entreprendre », même au terme de cette période, mais ils ont toujours eu ce goût et cette volonté de progresser, par exemple en passant de domestique à métayer, de métayer à fermier et tout simplement d'accroître ce qu'ils avaient réussi à construire et à fortifier petit à petit. Une belle leçon... qui se heurtera au XX^e siècle et ensuite à bien d'autres défis, dont deux guerres, et à une ouverture internationale puis mondialisée que quiconque dans les années 1800 et ensuite, n'aurait pu imaginer. Et pourtant...

(mai 2020)

* * *

*